



**COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE
CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL**



CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**COMPTE RENDU DE LA 17^{ème} RÉUNION ANNUELLE DU RESEAU DE
PREVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL**

ISTITUTO AGRONOMO PER L'OLTREMARE (IAO)
Florence, Italie, 28 - 30 novembre 2001

Novembre 2001

La dix septième réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel s'est tenue en Florence (Italie), du 28 au 30 novembre 2001. Elle a été conjointement présidée par Monsieur Musa S. MBENGA, Secrétaire Exécutif du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et Madame Jacqueline DAMON, Directrice du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Participaient à la réunion, les représentants des partenaires au développement (Agence Américaine pour le Développement International, Coopération Canadienne, Coopération Française, Coopération Italienne, Union européenne), du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, de l'UEMOA, des représentants d'organisations paysannes et d'ONGs, des responsables des dispositifs d'information nationaux et des cadres et experts du CILSS, CeSIA/Italie, FAO, Fews Net/USAID, PAM. (Cf. liste des participants en annexe).

Suite aux allocutions de bienvenue et d'ouverture prononcées respectivement par Madame Alice PERLINI, Directrice de l'IAO, Madame Jacqueline DAMON et Monsieur Musa S. MBENGA, le Réseau a mis en place un bureau de séance et adopté son programme de travail (cf. Annexe).

Les différentes présentations du Cilss, du Fews Net, du Pam/Interfais, de la Fao, du groupe de travail sur l'harmonisation des méthodes d'analyse de la vulnérabilité et la restitution de l'étude sur l'évaluation de la Charte de l'Aide alimentaire, suivies de débats riches ont abouti aux conclusions et recommandations suivantes.

1 - Résultats définitifs de la campagne agricole 2000/2001

La production céréalière brute des pays du CILSS a été évaluée par l'unité sécurité alimentaire du Centre Agrhymet à 9 255 700 tonnes, soit un écart négatif de 2% par rapport aux prévisions d'octobre 2000. Elle est en baisse de 18% par rapport à la production de la campagne 1999/2000 (11 222 700 tonnes) et de 4% par rapport à la moyenne des campagnes 1995-2000 (9 691 000 tonnes). La production brute par habitant est de 167 kg. Elle est en baisse d'environ 20% par rapport à son niveau de 2000 et de 11% par rapport à la moyenne des 5 dernières années (189 kg). Les stocks sont passés de 713 800 tonnes au 1er novembre 2000 à environ 592 400 tonnes en fin octobre 2001. L'essentiel de ces stocks se trouve au Mali (36%), au Sénégal (29%), au Burkina Faso (10%) et au Tchad (9%). Ailleurs, ils se situent entre 1 et 5%.

Les importations totales ont été estimées à 2 495 300 tonnes dont 2 355 700 tonnes d'importations commerciales. Par rapport à l'exercice 1999/2000 les importations commerciales de la campagne 2000/2001 ont augmenté d'environ 32% et l'aide alimentaire sous forme de produits importés de 12%.

Les disponibilités céréalières totales de l'exercice se sont élevées à 10 723 800 tonnes. Elles sont en baisse de 10% par rapport à celles de la campagne 1999/2000. Elles ont permis de dégager une consommation apparente de 9 987 800 tonnes en baisse de 3% par rapport à celle de la campagne 1999/2000. La consommation apparente par habitant a été inférieure aux normes de consommation dans tous les pays.

Sur le plan de l'accessibilité des populations aux céréales sur les marchés, l'exercice a été marqué par une irrégularité des approvisionnements des marchés particulièrement en céréales sèches et dans les zones déficitaires du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. Cela s'est traduit par des prix élevés comparativement à l'exercice précédent.

2 - Evolution du prix des céréales en fin 2000 (octobre-décembre)

L'analyse de l'évolution des prix au Sahel en fin 2000 faite par le projet Fewes Net montre que traditionnellement, au Sahel, les prix moyens des céréales sèches (mil/sorgho principalement) connaissent une baisse après la période de soudure (Mai-Août) dès que les premières récoltes arrivent sur les marchés. Cette baisse a toujours reflété les perspectives agricoles attendues à la fin de l'hivernage. D'Octobre à Décembre 2000, contrairement à la baisse traditionnelle qu'on observait pendant cette période, il a été enregistré sur la majorité des marchés suivis au Sahel une hausse du prix moyen du mil. Cela indiquait déjà des perspectives agricoles moyennes à médiocres selon les régions ou les pays. Cette hausse inhabituelle et prématurée du prix moyen du mil entre Octobre et Décembre 2000 était plus prononcée au Tchad (29%) suivi du Mali (18%), du Niger (9%) et du Burkina Faso (7%). Cette hausse du prix moyen du mil au Sahel pendant même la période de récoltes (Octobre-Décembre) 2000 présageait une forte tension sur les marchés céréaliers, et partant des perspectives alimentaires difficiles courant 2001.

3 - Bilan du suivi rapproché de la campagne agricole 2000/2001

Le Cilss, à travers l'unité de Prévention et de gestion des crises alimentaires (Prégec) a présenté le bilan du suivi rapproché 2000/2001 dans le Sahel. Ce mécanisme de suivi rapproché, initié depuis 1998, a été conduit dans tous les pays Cilss, particulièrement au Burkina Faso, au Niger, au Tchad et en Mauritanie. Il a permis de fournir dès le mois de septembre 2000 les premières estimations chiffrées de la campagne agricole 2001/2002, de faire le bilan des interventions dans les zones à risque alimentaire identifiées en mars 2001 et d'identifier à temps les zones vulnérables en fin de campagne agricole 2001/2002. A travers les conclusions des différentes rencontres régionales organisées par le Cilss et les missions conjointes Cilss, Fewes net, Pam, Fao, les participants ont recommandé de poursuivre cette expérience satisfaisante.

4 - Bilan de l'aide alimentaire 2000

Le Pam/Interfais a présenté le bilan de l'aide alimentaire aux pays du CILSS pendant l'année commerciale 2000/2001.

Un total de 236 000 tonnes d'aide alimentaire ont été livrées aux pays du CILSS en 2000/2001 soit 24.000 tonnes de plus que pendant la campagne précédente. Ces livraisons représentaient 11 pour cent de plus qu'en 1999/2000. Les principaux pays bénéficiaires de l'aide alimentaire ont été le Cap-Vert, le Niger et le Tchad.

62 pour cent de l'aide livrée l'était sous forme d'aide projet ; 26 pour cent d'aide programme et 12 pour cent d'aide d'urgence. Près de deux tiers de l'aide alimentaire aux pays du CILSS l'était sous la forme de céréales sèches et riz relativement bien adaptées à l'habitude alimentaire locale.

Enfin alors que les pays du CILSS ont reçu 2 pour cent de l'aide alimentaire mondiale, ils ont bénéficié de 10 pour cent de l'aide fournie sous forme d'achats locaux et d'opérations triangulaires soit 90.000 tonnes.

5 – Situation de la campagne agricole 2001/2002 et Bilan céréalier prévisionnel

La campagne agricole 2001/2002 s'est terminée sur une note d'espoir dans la plupart des pays du CILSS. La production céréalière brute prévisionnelle des pays du CILSS est estimée par l'unité sécurité alimentaire du Centre Agrhymet à 11 706 200 tonnes cette année dont 10 110 400 tonnes de céréales sèches (mil, sorgho, maïs), 1 576 200 tonnes de riz et 19 300 tonnes de blé. Elle accusera une hausse d'environ 26 % par rapport à celle de la campagne dernière évaluée à 9 255 700 tonnes. Elle sera en hausse par rapport à celle de la dernière campagne dans la plupart des pays (de + 4 à + 49 %) excepté au Cap Vert, en Guinée Bissau et en Mauritanie où elle sera en baisse respectivement de -23, -2 et -10 %.

Par rapport à la moyenne de la période 1996/97 à 2000/2001, la quasi totalité des pays enregistrent une hausse de production allant de 8 à 50% excepté la Mauritanie qui accusera une baisse de production de 5%.

La production régionale par habitant (206 kg/hbt) sera nettement supérieure à celle de la dernière campagne (167 kg/hbt) et à la moyenne sur la période 1996-2000 (185 kg/hbt). Elle sera en hausse dans plusieurs pays (de 1 à 45% selon les pays) sauf au Cap Vert, en Guinée Bissau et en Mauritanie. Comparée à la moyenne de la période 1996/97 à 2000/2001, la production prévisionnelle par habitant, exception faite de la Mauritanie, sera en augmentation dans les autres pays.

La production brute totale permettra de dégager une quantité nette de céréales d'environ 9 563 700 tonnes constituées à 90% de céréales sèches, et 10% de riz. La production nette de blé reste toujours insignifiante (16 300 tonnes).

Les stocks disponibles en fin octobre 2001 s'élèvent à 592 400 tonnes. Ils représentent 83% du niveau de l'an dernier (713 800 tonnes). Les prévisions de stockage en fin d'exercice (octobre 2002) sont de 742 800 tonnes dont 368 800 tonnes de stocks paysans.

Les prévisions d'importations sont estimées à 2 015 200 tonnes soit 35 kg par habitant, essentiellement du riz (54%) et du blé (38%). Elles sont inférieures aux réalisations de l'exercice précédent (2 495 300 tonnes ou 45 kg par habitant). L'aide alimentaire attendue (96 200 tonnes) ne représente que 5% du programme d'importation. Si elle se confirme, elle sera en baisse d'environ 31% par rapport à celle reçue en 2000/2001 ce qui est normal au regard des prévisions de récoltes et du programme des importations commerciales.

Les besoins céréaliers de la région pour l'exercice 2001/2002 sont estimés à 11 849 100 tonnes (consommation humaine et stocks finaux).

Les disponibilités totales avant importations/exportations (production nette + stocks disponibles au 31/10/2001) s'élèvent à 10 156 100 tonnes et couvrent 86 % des besoins. La réalisation du programme d'importations permettra de renforcer les disponibilités cérésières régionales pour les porter à 12 171 300 tonnes, ce qui est suffisant pour couvrir les besoins de consommation humaine et de stocks finaux.

Plusieurs pays sont excédentaires particulièrement les grands producteurs et consommateurs de céréales (Burkina Faso, Mali et Niger) et la Gambie. D'autres par contre (Cap Vert, Guinée Bissau, Mauritanie, Sénégal et Tchad) sont déficitaires et doivent revoir leur programme d'importation à la hausse. Cependant, la région sahélienne est globalement excédentaire ce qui peut être source d'apaisement sur les marchés cérésières et un meilleur approvisionnement des zones déficitaires qui malheureusement existent çà et là dans les différents pays.

6 - L'évolution des prix céréaliers courant 2001

Selon l'analyse du projet Few's Net l'évolution des prix céréaliers courant 2001 a été caractérisée par la poursuite des mouvements de hausses des prix. Des niveaux exceptionnels quelques fois jamais égalés. Une baisse souvent très marquée à partir de Septembre des niveaux des prix dès l'annonce des bonnes perspectives agricoles de la campagne 2001/02.

Suite aux récoltes médiocres de la campagne 2000/01, la hausse du prix moyen du mil entamée depuis fin 2000, s'est poursuivie avec une manière plus prononcée courant 2001 jusqu'en Août. Dans tous les pays, les prix moyens du mil sur les marchés en 2001 sont restés largement supérieurs à ceux des deux dernières années (2000 et 1999) et à leurs moyennes inter annuelles. Par moment, ils ont même dépassé les niveaux exceptionnels de 1998. Ces niveaux exceptionnels de prix courant 2001 ont rendu difficile l'accès aux céréales au Sahel d'où une situation alimentaire très critique surtout dans les zones vulnérables. Actuellement, les bonnes perspectives de récoltes entraînent une baisse généralisée du prix moyen du mil. De Septembre à Novembre 2001, le prix moyen du mil a connu une baisse de 57% au Tchad (Abéché), 33% au Burkina Faso (Dori), 28% au Niger (Zinder) et 5% au Mali (Segou). Cette tendance à la baisse qui se poursuivra au fur et à mesure que les activités de récoltes s'intensifieront, permettra un meilleur accès. Ceci augure de meilleures perspectives alimentaires courant 2002.

Suite aux informations fournies par le Few's Net, les questions ont portées sur les échanges frontaliers et sur les volumes transférés d'un pays à l'autre. On admet qu'il est aujourd'hui opportun de cerner la question des échanges entre les pays car ils influent beaucoup sur les niveaux d'approvisionnement. Depuis, quelques années on se rend compte que l'essentiel des exportations de céréales des pays du Sahel, s'effectue entre les pays de la région. Une grande partie de ces exportations est assurée par le Mali— principal pourvoyeur en céréales de ces voisins. Au Mali, après plusieurs tentatives (études et enquêtes ponctuelles), on mesure actuellement les sorties de céréales à travers les enquêtes menées par l'Observatoire sur les Marchés Agricoles (OMA) sur les marchés de regroupement au près des grossistes céréaliers. Ces données sont tout comme les prix des céréales sont collectées, analysées et diffusées régulièrement. Par exemple, pour l'année 2000, on estime les quantités exportées du Mali à près de 40,000 tonnes toutes céréales confondues vers ces voisins notamment le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Mauritanie. Pour l'année 2001, on estime actuellement ces sorties à 65 000 tonnes. Ces quantités restent tout de même purement indicatives et sous estimées car ne portant que sur les marchés suivis. Elles précisent tout de même la situation tendue des marchés au Mali qui avait eu des récoltes meilleures qu'ailleurs.

Sur la fluctuation des prix au Tchad, les tendances à la baisse du prix du mil entre Septembre et Novembre 2001 est bien confirmé. Entre ces deux mois, le prix moyen du mil a connu une baisse de 57% à Abéché et 15% à N'Djamena.

7 – Situation en Afrique et dans le monde

La Fao a présenté la situation alimentaire et les perspectives de récoltes en Afrique et dans le reste du monde. La situation est satisfaisante en Afrique à l'exception des zones de tension (Somalie, Sierra Léone) Globalement une baisse de la production céréalière est prévisible dans le monde.

8 - Compte-rendu de l'Atelier sur l'élaboration d'un bilan alimentaire

Le Cilss à travers le Centre Agrhymet a présenté les résultats des travaux sur l'élaboration d'un bilan alimentaire au Sahel. La nécessité de prendre en compte tous les produits alimentaires dans l'analyse des disponibilités et de la consommation alimentaire a été relevée et le financement du programme, lourd pour certains, a été relaté par l'assistance.

9- Evaluation de la Charte de l'Aide alimentaire au Sahel

Deux documents ont fait l'objet de discussions très intéressantes.

- a) - sur l'évaluation de l'application de la charte de l'aide alimentaire au Sahel, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Tchad

Au sortir de la campagne agricole 2000 /2001 la situation alimentaire était difficile au Burkina Faso, au Niger et au Tchad ; fort heureusement les actions des gouvernements et partenaires ont permis d'atténuer la crise là où la concertation (entre acteurs, partenaires et décideurs) a été bonne, les mesures ont été rapides, mais retardées là où elle a été moins bonne. La réunion suggère à ce qu'il ait un bien réel de renforcement de l'enquête agricole pour qu'elle se déroule dans tous les pays et selon les procédures établies, afin de réduire les contestations sur les chiffres de production. Cas du Burkina Faso, l'année dernière. De même, les cadres de concertations doivent fonctionner normalement et s'appuyer sur des groupes d'experts capables d'analyser l'information de manière transversale, pour établir sa fiabilité et sa transparence. La situation des Systèmes d'alerte précoce (SAP) reste préoccupante et il y'a également un bien d'amélioration de leur fonctionnement.

- b) - sur l'amélioration de la capacité sahélienne d'anticipation et de gestion de crises alimentaires majeures

L'amélioration de cette capacité est partagée par tout le monde, ce qui assure la nécessité d'avoir des indicateurs robustes et moins contestés. Il est recommandé cependant de continuer à travailler sur le principe de leurs cohésions.

Les propositions de scénarios décrites dans le document systématisent le dispositif existant et il est recommandé de veiller à l'application des mesures indiqués et d'améliorer la sensibilisation des décideurs politiques et les mécanismes de réponse des acteurs.

12 - Stratégie de Sécurité alimentaire au Sahel : évolution du dossier depuis son adoption par le Sommet de Bamako 2000

Le Secrétariat Exécutif du Cilss a largement présenté l'état d'évolution du processus d'opérationnalisation du Cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté dans le Sahel. Adopté par le 13^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernements des pays membres du CILSS, à Bamako en novembre 2000. Sa mise en oeuvre est en cours. L'atelier de démarrage du programme d'élaboration des stratégies nationale et régionale a démarré avec la réunion tenue en mai 2001 et les pays, comme le niveau régional se sont engagés pour la poursuite des travaux jusqu'en avril 2002. Le travail consiste à faire des propositions opérationnelles d'interventions prioritaires par la réalisation d'objectifs arrêtés.

13 - Echanges régionaux : bilan des résultats du programme FERAP

Le Secrétariat Exécutif du CILSS a présenté son programme d'appui à la promotion du commerce régional des produits locaux. Ce programme agit tel un forum de réflexion, d'échanges de vues, de coordination et de dialogue sur les politiques nationales. Les interventions du CILSS dans ce domaine s'articulent autour de deux axes principaux: mettre à la disposition des Etats des outils pratiques de rapprochement des politiques (la mise au point d'une grille de suivi des politiques nationales ; la conduite de réflexions concertées sur la dimension régionale des PASA et renforcement de la collaboration avec les autres initiatives de la région), et les appuyer dans le processus de réduction des entraves aux échanges régionaux.

Après un rappel du Colloque de Mindelo sur les Politiques Céréalières au Sahel qui a vu le démarrage du processus de sensibilisation des acteurs sur les interrelations des politiques agricoles et alimentaires nationales et leur nécessaire prise en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en question. Deux grands constats ont été faits à savoir : l'efficacité des politiques agricoles et alimentaires réduite par l'insuffisante prise en compte des relations commerciales ; la nécessité de rechercher la cohérence des politiques agricoles et alimentaires au delà l'espace sahélien par l'amélioration des connaissances et la sensibilisation des acteurs.

Le Cilss a conduit une série d'initiatives visant à mieux comprendre le fonctionnement réel de l'économie régionale et à mieux cerner la réalité des interdépendances entre les pays de la région dans le domaine agricole et alimentaire en vue de la construction d'un marché régional dynamique et compétitif des produits agroalimentaires locaux en Afrique de l'ouest et au Tchad. Pour ce faire, plusieurs dossiers fédérateurs ont été dont entre autre :

- les Cadres nationaux de Concertation (CNC) pour le renforcement du dialogue intra et inter-Etats,
- le système d'information commerciale à vocation régionale,
- la bourse régionale de Frêt,
- l'observatoire des pratiques anormales au franchissement des frontières,
- le Projet Marchés Frontaliers.

14 - Harmonisation des méthodes d'analyse et d'identification des zones et groupes vulnérables dans le Sahel

Le groupe de travail (Cilss, Union européenne, Few's net, Pam, Cesia/Italie, Usaid) sur l'analyse de la vulnérabilité a présenté les résultats des travaux sur l'harmonisation des méthodes d'identification des zones et groupes vulnérables dans le Sahel. Un agenda des activités prioritaires a été diffusé

Dans ce cadre le groupe a déjà menée les activités suivantes:

- la création d'un comité de pilotage et un comité technique ;
- la création d'un forum Sahélien d'échanges et réflexion sur les questions d'analyse de la vulnérabilité ;
- le recensement et l'évaluation des sources d'information nationales sur la sécurité alimentaire ;
- le partage des méthodologies et expériences d'analyse de la vulnérabilité existantes au niveau des pays (SAP, dispositifs régionaux,...) et des institutions régionales/internationales ;
- l'élaboration d'un premier draft "cadre de référence" pour des méthodologies communes.

Les résultats définitifs des travaux seront présentés au cours des réunions PREGEC (en mars 2002, septembre 2002) et à la réunion annuelle du Réseau (en novembre 2002).

15- Principales conclusions et recommandations

Les différentes présentations suivies de débats riches ont abouti aux conclusions et recommandations suivantes :

1°)- Il y'a un besoin de renforcement des dispositifs d'information (SAP, Cellule d'analyse, dispositif d'enquête agricole, SIM) dans tous les pays afin de disposer à temps des informations fiables et transparentes nécessaires à la prise de décision. Dans ce cadre, les sources de financement suivantes doivent être utilisées : budgets nationaux des Etats, programmes de réduction de la dette ; et l'appui des donateurs.

2°)- La communication et la concertation entre acteurs doivent fonctionner normalement et s'appuyer sur des analyses pertinentes issues de groupes d'experts capables d'analyser l'information de manière transversale, d'établir la confiance nécessaire à la prise de décision opportune et rapide.

3°)- Le principe de la convergence des indicateurs dans l'analyse de la situation agricole et alimentaire doit être maintenu. Pour ce faire, l'utilisation de séries longues est à encourager.

4°)- L'intérêt du dispositif de veille a été réaffirmé avec la recommandation forte d'appliquer l'ensemble des mesures retenues pour le rendre plus opérationnel.

5°)- L'ensemble des mesures retenues dans le dispositif doivent être partagées avec le Conseil des Ministres en vue de leur appropriation par les décideurs politiques.

6°)- L'élargissement de la concertation autour de la Charte aux nouveaux donateurs d'aide alimentaire et aux pays membres de l'OCDE ayant de la difficulté à en respecter les principes de base.

La 3^{ème} journée était organisée par la Coopération italienne pour les membres du réseau et d'autres organisations (paysannes, non gouvernementales, associations, ...) et institutions internationales sur des thèmes divers : sécurité alimentaire, vulnérabilité, participation des acteurs dans le développement, etc.

Florence, le 29 novembre 2001

La Rencontre

RÉUNION ANNUELLE DU RESEAU DE PREVENTON

DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

A L'INSTITUTO AGRONOMOICO PER L'OLTREMARE

Florence, Italie, 28 - 30 novembre 2001

ORDRE DU JOUR

MERCREDI 28 NOVEMBRE 2001 : PRÉVISION ET GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES

1. Bilan de la situation alimentaire

- 9h30 – 10h30 Résultats de la campagne 2000 - 2001 (Cilss-Smiar)
Aide alimentaire 2000 (Pam Interfais)
- 10h30 – 11h15 Situation de la campagne 2001-2002
Bilan céréalier prévisionnel (Cilss-Smiar)
- 11h15 – 11h30 Pause
- 11h30 – 12h00 Bilan du suivi rapproché de la campagne (Cilss)
Situation par pays et zones vulnérables
- 12h00 – 12-30 Situation en Afrique et dans le monde (FAO)
Résultats des productions des autres pays de l'Afrique de l'ouest
Résultats prévisionnels pour l'Afrique et le monde
- 12h30 – 13h00 Discussions et recommandations
- 13h00 – 14h30 Déjeuner

2. Prévision et gestion des crises alimentaires

- 14h30 – 16h00 Analyse de la gestion des crises alimentaires en 2000 au Burkina Faso, Niger et Tchad
- 16h00 – 16h30 Pause
- 16h30 – 17h30 Compte-rendu de l'Atelier sur l'élaboration d'un bilan alimentaire – Cilss
- 18h00 Cocktail de bienvenue offert par l'IAO**

JEUDI 29 NOVEMBRE 2001 : SUIVI DES TRAVAUX EN COURS EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE

2 : Préviation et gestion des crises alimentaires (suite)

9h00 – 10h00	Scénario de gestion des crises alimentaires appréhendées Présentation et débat : les indicateurs
10h00 – 10h30	Scénario de gestion des crises alimentaires appréhendées Présentation et débat : le scénario
10h30 – 11h00	Scénario de gestion des crises alimentaires appréhendées Adoption des recommandations
11h00 – 11h30	Pause

3. Stratégie de Sécurité alimentaire au Sahel

11h30 – 12-30	Evolution du dossier depuis son adoption par le Sommet de Bamako
12h30 – 14h00	Déjeuner

4. Echanges régionaux

14h00 – 15h00	Bilan des résultats du programme FERAP et perspectives des échanges régionaux – Cilss
---------------	--

5. Vulnérabilité

15h00 – 16h30	Le point sur les travaux d'harmonisation des méthodes d'analyse et d'identification des zones et groupes vulnérables dans le Sahel-Cilss/Pam/Fews Net Débat et recommandations
16h30 – 17h00	Pause
17h00 – 17h30	Conclusion et compte-rendu

JOURNEE 3 : VENDREDI 30 NOVEMBRE 2001

Journée organisée par la Coopération italienne, FAO et PAM pour les membres du réseau et d'autres invités. (un service de traduction sera disponible). L'ordre du jour sera disponible sous peu.

Fin de la réunion

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DU SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS A LA
DIX SEPTIEME REUNION ANNUELLE DU RESEAU DE PREVENTION DES
CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL**

FLORENCE (ITALIE), le 28 novembre 2001

Monsieur le Directeur de la Coopération italienne ;
Madame la Directrice du Secrétariat du Club du Sahel ;
Mesdames, Messieurs, les représentants des Etats membres, des Agences de Coopération et des Institutions régionales et internationales ;
Mesdames, Messieurs, les représentants des Organisations Paysannes et des ONGs ;
Honorables invités ;
Mesdames, Messieurs, Chers participants.

Permettez-moi tout d'abord de m'acquitter d'un agréable devoir, celui de remercier au nom de toutes les délégations ici présentes et à mon nom propre, le Gouvernement de la République d'Italie, notamment la Coopération Italienne pour l'accueil chaleureux et les facilités qui nous ont été accordés depuis notre arrivée dans cette belle ville de FLORENCE.

C'est aussi un réel plaisir que j'éprouve, en me retrouvant parmi vous pour consolider nos actions de prévention et de gestion des crises alimentaires dans le Sahel.

Mesdames, Messieurs,

L'initiative qui nous réunit, ce matin, est un cadre d'échange et d'analyse d'information sur la sécurité alimentaire, de concertation entre institutions spécialisées et partenaires, vieux de 17 ans, dont l'ambition est d'améliorer nos capacités d'intervention en cas de crises alimentaires en région sahélienne.

Il me plaît aujourd'hui de constater que le Réseau joue pleinement ce rôle. En effet, à travers ses concertations régulières, il a pu impulser des réformes appropriées et salutaires sur les systèmes d'information et de gestion des crises alimentaires.

Au niveau régional, ce rôle est renforcé par l'animation, sous le leadership du CILSS, d'un dispositif de veille sur la situation agricole et alimentaire dans les pays sahéliens comportant des rencontres plus fréquentes et des missions conjointes d'évaluation sur le terrain qui associent l'ensemble des dispositifs d'information nationaux, régionaux et internationaux (Pays, Cilss, Fews net/Usaid, Fao, Pam, Oig et Ong).

Ces différentes activités et concertations ont permis de mieux s'informer sur l'état de fonctionnement des dispositifs nationaux d'information, la situation alimentaire des populations, la nature des besoins et les types d'assistance nécessaire, la capacité de mobilisation des acteurs (Gouvernement, donateurs, ONG, société civile) en cas de crise.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, la production céréalière des pays du CILSS en 2000 a été faible, rendant difficile la situation alimentaire des populations, particulièrement au Tchad, au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie. Fort heureusement, des actions concrètes prises par les Gouvernements et les partenaires ont permis d'atténuer la vulnérabilité des populations.

Cependant, la gestion de la situation a été des plus difficiles eu égard aux nombreuses controverses suscitées par les données de certains dispositifs nationaux. Ce qui dénote de la fragilité de l'ensemble de notre dispositif. D'où la nécessité de renouveler nos réflexions en vue de renforcer notre capacité d'anticipation et de réponse aux crises alimentaires appréhendées.

Pour la campagne 2001/2002, les perspectives s'annoncent globalement bonnes mais, avec quelques inquiétudes au Tchad, au Cap Vert et en Mauritanie exigeant un suivi plus régulier de la situation alimentaire dans ces pays.

Mesdames, Messieurs,

Au cours de cette réunion vous aurez à échanger sur toutes ces questions mais aussi, sur les réflexions portant sur :

L'évaluation de la charte de l'aide alimentaire au Burkina Faso, au Niger et au Tchad et les propositions visant l'amélioration de la capacité sahéenne d'anticipation et de gestion des crises alimentaires majeures ;

Les travaux du CILSS dans les domaines de : (1) l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies opérationnelles de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté aux niveaux national et régional ; (2) la promotion des échanges des produits agroalimentaires locaux ; (3) la faisabilité d'un bilan alimentaire et l'analyse de vulnérabilité.

La qualité de l'assistance présente dans cette salle me conforte dans l'espoir que notre rencontre débouchera sur une vision partagée et un consensus sur les chantiers à poursuivre en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires.

C'est l'occasion, ici, de réitérer mes remerciements à l'ensemble de nos partenaires au développement et au Secrétariat du Club du Sahel pour leur participation active aux travaux du Réseau et pour leur appui constant au CILSS.

Je souhaite pleins succès aux travaux. Je vous remercie.

LISTE DES PARTICIPANTS

CILSS – SECRETARIAT EXECUTIF

Musa Saihu MBENGA
Secrétaire Exécutif du Cils
03 BP 7049 Ouagadougou 03
BURKINA FASO
TéL : 226 37 41 25/26
Fax : 226 37 41 32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

Yamar MBODJ
Conseiller en Sécurité alimentaire
03 BP 7049 Ouagadougou 03
BURKINA FASO
TéL : 226 37 41 25/26
Fax : 226 37 41 32
E-mail : cilss@fasonet.bf

Dramane COULIBALY
Responsable Programme majeur SA
E-mail : dcoulou@fasonet.bf

Amadou Mactar KONATE
Chef de l'unité PREGEC
E-mail : amkonates@hotmail.com

CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET (NIGER)

Adama Alhassane DIALLO
Directeur général
B .P 11011
Niamey NIGER
Tél : 227 73 31 16
Fax : 227 73 24 35
E-mail : admin@sahel.agrhymet.ne

Bakary DIABY
E-mail : djaby@sahel.agrhymet.ne

Ibrahim LAOUALI
Analyste en Sécurité Alimentaire
E-mail : ilaouali@sahel.agrhymet.ne

Brahima SIDIBE
E-mail : apmi@sahel.agrhymet.ne
E-mail : Brahima@sahel.agrhymet.ne

SPCSA/Burkina Faso

Ignace SOME
Secrétaire permanent
Coordination de la politique céréalière et de la Sécurité alimentaire
01 B.P 4644 Ouagadougou 01
Tél : 226 31 69 52
Fax : 226 30 68 86
E-mail : spcpc@centrin.bf

Bureau STATISTIKA/Burkina faso

Kalifa TRAORE
B.P 3170 Ouagadougou
BURKINA FASO
Tél : 226 30 69 38
E-mail : statist@fasonet.bf

ACI/BRAO

Souleymane Ada KIBORA
01 BP 6461
Ouagadougou
BURKINA FASO
Tél : + 226 30 73 28
Fax : + 226 30 73 29
E-mail : acibrao@fasonet.bf

UEMOA

Roger KABORE
B.P 543
Ouagadougou 01
BURKINA FASO
Tél : + 226 31 87 73 à 76
Fax : + 226 31 88 72

PLATE-FORME DES ORGANISATIONS PAYSANNES DU SAHEL

Souleymane KEITA
Président de la Coopérative des Planteurs et Maraîchers de Kati B.P 49A Kati - MALI
Tél : + 223 27 21 85
Tél / Fax : + 223 22 86 67
E-mail : conacilss@spider.toolneet.org

NIGER

Bakary SEIDOU
Cellule Crises Alimentaires/Cabinet du Premier
Ministre
B.P 893 Niamey NIGER
Tél / fax : + 227 72 35 78
E-mail : cca-pm@intnet.ne
E-mail : Bakaris@hotmail.com

SENEGAL

Ndiogou FALL
Président du ROPPA

Mamadou FAYE
Chef de la Division Productions Vivrières
Direction de l'Agriculture
14, av. Lamine Gueye Dakar
SENEGAL
Tél : + 221 823 86 05
Fax : + 221 822 55 41
E-mail : dir.agri@sentoo.sn

TCHAD

Hassanti Omar CHAIB
Ministère de l'Agriculture
Direction Générale
B.P 441 N'Djamena
TCHAD
Tél : + 235 52 37 63
Fax : + 235 52 51 19

UNION EUROPÉENNE

Pierre-yves BAULAIN
Europe Aid Unité F/5 Commission Européenne
Rue de la loi, 200 Bruxelles _ BELGIQUE
Tél : + 32 2 29 64 765
E-mail : pierre-yves.baulain@cec.eu.int

Stéphane DEVAUX
Bureau de Ouagadougou
B.P 352 Ouagadougou
BURKINA FASO
Tél : + 226 33 06 24
Fax : + 226 33 08 25
E-mail : sdevaux@compuserve.com

CANADA

Carol VOYER
ACDI
200 Promenade du Portage
Hull – Québec CANADA
Tél : + 819 997 0477
Fax : + 819 953 5834
E-mail : carol_voyer@acdi-cida.ca

Benoit OUEDRAOGO
Agent de Suivi CILSS/ACDI
01 BP 865 Ouagadougou
BURKINA FASO
Tél : 226 25 07 61
E-mail : cpceop@cenatrin.bf

ETATS-UNIS

Rod KITE
USAID / WARP
B.P 34 Bamako MALI
Tél : 223 22 36 02
E-mail : rkite@usaid.gov

Nancy ESTES
USAID/ MALI
B.P 34 Bamako MALI
E-mail : nestes@usaid.gov

Jorge OLIVEIRA
TMG/USAID
B.P.E 3670 Bamako MALI
Tél / Fax : + 223 23 53 39
E-mail : joliveira@africone.net.ml

FRANCE

Jean-Paul PRADERE
Ministère des Affaires Etrangères DCT/EPS
20, rue Monsieur 75 700 Paris FRANCE
Tél : (33-1) 53 69 30 68 Fax : (33-1) 53 69 33 19
E-mail : jean-paul.pradere@diplomatie.gouv.fr

Thierry THURIET
Mifrac
B.P 72 Ouagadougou BURKINA FASO
Tél : 226 31 05 77
E-mail : mifrac@cenatrin.bf

ITALIE

Guido LARCHER
Marco PLATZER
Ministère des Affaires Etrangères
PAE Farnesina 1 Rome
E-mail : marco.platzer@esteri.it

Mauro PEDALINO
Ministère des Affaires Etrangères
PAE Farnesina 1 Rome
E-mail : pedalino@esteri.it

Andrea DI VECCHIA
E-mail : divecchia@iate.fi.inr.it

Patrizio VIGNAROLI
CESIA
Via Caproni 8 Firenze
Tél : + 39 055 31 17 55
E-mail : vignarol@iate.fi.inr.it

AEDES

Christophe de JAEGHER
Responsable secteur sécurité alimentaire
Rue Joseph II, 34 1000 Bruxelles
BELGIQUE
Tél : + 32 2 219 06 06
Fax : + 32 2 219 09 38
E-mail : aedes@aedes.be

FAO

Stéphane JOST
Système Mondial d'information et d'alerte rapide
FAO Rome ITALIE
E-mail : stephane.jost@fao.org

David C. WILCOCK
C'ordonnateur SICLAV
Secrétariat du Groupe de travail interinstitution
Bureau du Directeur Adjoint - Département
Economique et Social
Viale delle Terme di Caracalla 001000 Rome
Tél : +39 06570-52848
Fax : + 39 06570-56172
E-mail : david.willcock@fao.org

FEWS NET SAHEL

Salif SOW
USAID / Fews Net
B.P 34 Bamako
MALI
Tél / Fax : + 223 29 94 60
E-mail : ssow@fews.net

OMM

Felix HOUNTON
Genève Suisse
Tél : + 41 22 730 8306
E-mail : hounton_f@gateway.wmo.ch

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Kasser BADAOU
Directeur Régional Adjoint
Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'ouest
B.P 6288 Dakar
SENEGAL
Tél : + 221 849 65 00
E-mail : kasser.badaoui@wfp.org

Gianpietro BORDIGNON
World Food Programme
Regional Office for West Africa
B.P 6288 Dakar
SENEGAL
E-mail : gianpietro.bordignon@wfp.org

Angela D'ASCENZ
INTERFAIS – PAM
Via Cesare Giulio Viola 68 60 148 Rome - Italie
Tél : + 39 06 65 13 27 09
Fax : + 39 06 65 13 28 79
E-mail : angela.dascenzi@wfp.org

Nathan MORROW
Via Cesare Giulio Viola 68 60 148 Rome - Italie
Tél : + 39 06 65 13 28 89
E-mail : nathan.morrow@wfp.org

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

George SIMON
Chef Interfais – PAM
Via Cesare Giulio Viola 68 60 148 Rome - Italie
Tél : + 39 06 65 13 27 96
Fax : + 39 06 65 13 28 79
E-mail : george.simon@wfp.org

Margot VAN DER VELDEN
Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest
B.P 6288 Dakar - SENEGAL
Tél : + 221 849 65 00
E-mail : margot.vandervelden@wfp.org

Laetitia LIENART
INTERFAIS/PAM Via Cesare Giulio Viola 68 60
148 Rome Italie
Tél : + 39 32 81 06 23 39
E-mail : laetitia_lienart@hotmail.com

ISTITUTO AGRONOMO PER L'OLTREMARE

Alice PERLINI Directrice
Via Antonio Cocchi 4
50131 Firenze ITALIE
Tél : + 39 055 50 61 500
Fax : + 39 055 506 1333
<http://www.iao.florence.it>

Tiberio CHIARI
IAO
E-mail : chiari@iao.florence.it

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Jacqueline DAMON
Directrice
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
94, rue Chardon Lagache 75016 Paris
Tél : (33-1) 45 24 90 13
Fax : (33-1) 45 24 90 31
E-mail : jacqueline.damon@oecd.org

Michel LEBLANC
Conseiller
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
94, rue Chardon Lagache 75016 Paris
Tél : (33-1) 45 24 17 98
Fax : (33-1) 45 24 90 31
E-mail : michel.leblanc@oecd.org

Roger BLEIN
Consultant
10, rue du Four du Gué 95 590 Presles
France
Tél / Fax : (33-1) 34 70 04 57
E-mail : blein@club-internet.fr